

Repenser le Luxembourg: faire évoluer notre cohabitation et notre modèle économique!

Tant la lutte contre la catastrophe climatique que celle contre la perte de biodiversité ne peuvent réussir que si des réformes fondamentales du modèle social et économique actuel sont mises en œuvre.

Le Mouvement Ecologique thématise ce fait depuis des années, voire des décennies. Ceci en lien avec la question de savoir comment nous voulons vivre demain et comment le "bien-être" doit être défini. Au Luxembourg, la question des priorités sociétales a certes fait son entrée dans le discours public et politique.

Malheureusement, il n'y a pas d'échange réel à ce sujet, ni de conclusions ou d'instruments de changement. Il est donc important que ce thème reste la priorité absolue de l'engagement du Mouvement Ecologique. Des dossiers très concrets sont également traités : Comme la thématique du "Repair-Reuse-Share", l'implantation de nouvelles entreprises, la demande d'un chèque de durabilité, etc.

REMETTRE EN QUESTION LES CONTRAINTES DE LA CROIS- SANCE - RENDRE LE SYSTÈME SOCIAL PLUS DÉPENDANT DE LA CROISSANCE

La question de la croissance marque plus que toute autre les activités du Mouvement Ecologique et constitue le fil rouge de presque toutes ses prises de position... Car le fait est que la logique de croissance actuelle influence de manière déterminante tous les aspects du développement durable. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, le Mouvement Ecologique s'est interrogé de manière critique, lors de la présentation du projet des nouvelles orientations de l'aménagement du territoire, sur le fait que celui-ci reprenait sans commentaire les objectifs de croissance élevés du gouvernement et qu'il n'était nullement examiné si ceux-ci étaient effectivement compatibles avec un développement durable cohérent du pays. En outre, le Mouvement Ecologique a réagi par une prise de position détaillée sous la forme d'une brochure de 16 pages à la présentation du dernier "bilan technique du régime général d'assurance pension" par l'Inspection générale de la Sécurité Sociale en avril 2022. Ce document part du principe que la population active passera de 460.000 en 2020 à 630.000 en 2070, qu'une augmentation annuelle du PIB de 1,8% est nécessaire ainsi qu'une augmentation annuelle de la



**ENERGIEKNAPPHEET, LOGEMENTSPROBLEMER,
BIODIVERSITÉTSVERLOSCHT, ZERSIIDLUNG VUN DER
LANDSCHAFT, STAU'EN ...**

**- oder gutt liewen zu
Lëtzebuerg: De Courage
hunn fir haut déi richteg
Froen ze stellen an
Decisiounen ze huelen**

RICHTUNGSWALEN 2023



**mouvement
écologique**

productivité de 1,2% jusqu'en 2070. Et pourtant, en 2070, quasiment une personne active devra financer un:e retraité:e. Une charge tout à fait insupportable que la génération actuelle transmettrait à la génération future. Le Mouvement Ecologique a donc continué à plaider de manière conséquente pour une remise en question de la logique de croissance actuelle et pour une analyse de la manière dont notre système économique peut être conçu de manière moins dépendante de la croissance. En 2022, l'Institut autrichien de recherche économique a été chargé par le Mouvement Ecologique d'effectuer une analyse plus technique à ce sujet. Celle-ci sera publiée en 2023.

„LE SOCIAL ET L'ÉCOLOGIE : LES DEUX FACES D'UNE MÊME MÉDAILLE“

Il est évident que la transition socio-écologique ne peut réussir que si les aspects écologiques et sociaux sont pris en compte conjointement. Cette conviction marque les prises de position et les projets du Mouvement Ecologique, comme par exemple la demande de programmes de soutien socialement sélectifs dans le domaine des "énergies renouvelables" ou encore une réforme fondamentale des modalités fiscales concernant les voitures de fonction. Mais l'engagement pour des

localités plus vertes ou l'amélioration de la qualité de l'air sont également étroitement liés à la question sociale. Ceci afin d'offrir à chacun, indépendamment de ses ressources financières, un environnement de vie sain et attrayant. Même si le Mouvement Ecologique se prononce en faveur d'une réforme de la politique agricole, celle-ci est étroitement liée à la question de la justice sociale. L'État doit veiller à ce que toutes les personnes aient accès à des aliments de qualité, à ce que la charge en pesticides soit réduite, etc. Mais en 2022, la décision de la tripartite d'introduire un plafonnement général des prix de l'énergie a également marqué les discussions. Le Mouvement Ecologique a commenté de manière très critique le fait que l'État subventionnerait ainsi la consommation élevée d'énergie des personnes à hauts revenus, dont il est prouvé qu'elles consomment beaucoup d'énergie. Le Mouvement Ecologique s'est prononcé en faveur d'une sélectivité sociale qui, selon lui, augmenterait en outre l'incitation à économiser l'énergie. Le Mouvement Ecologique a certainement contribué à ce que cet aspect soit davantage thématiqué dans les débats publics. Il reste à espérer qu'au cours de la prochaine législature, on discutera plus concrètement de la manière dont l'exigence de sélectivité sociale peut être mise en œuvre de manière plus conséquente dans les instruments financiers.

CONFÉRENCES ET ÉCHANGES : UNE BASE IMPORTANTE

Le Mouvement Ecologique a également organisé une série de manifestations sur ce thème. Celles-ci ont une fonction particulièrement importante, car elles permettent de porter davantage les questions importantes à la connaissance du public intéressé. Elles permettent en outre une sorte de "formation continue interne". C'est ainsi qu'a eu lieu, entre autres, une conférence sur le thème "*Firwat a wei mir d'Natur an d'Gesellschaft nei denkesen : Ökologische Krise und Klimakatastrophe bedrohen unsere Zukunft*". Comment en est-on arrivé à ce que l'humanité détruise actuellement ses propres bases vitales ? Et surtout, quels changements seraient nécessaires pour inverser la tendance ? Dans un voyage fascinant à travers l'histoire des sciences, le conférencier Fabian Scheidler - philosophe, publiciste, dramaturge et lauréat du prix Otto Brenner pour les médias - a montré à environ 90 auditeurs comment s'est développée à l'époque moderne une vision technocratique du monde qui réduit la nature à une ressource maîtrisable entre les mains de l'homme. Or, cette vision du monde s'est entre-temps révélée être une erreur fatale. Selon Scheidler, elle correspond à un modèle économique basé sur la croissance infinie et la maximisation des profits. La nature est devenue un objet exploitable, une marchandise. Aujourd'hui, la question serait de savoir quelles alternatives - y compris de pensée - sont possibles.

Vous trouverez cette conférence stimulante en ligne sur www.meco.lu.





NOUVELLES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION AU LUXEMBOURG : DE NOMBREUSES QUESTIONS RESTENT EN SUSPENS D'UN POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL...

Divers projets d'implantation de nouvelles entreprises, comme par exemple la fabrique de yaourts FAGE et l'entreprise Knauf, ont fait l'objet de discussions dans le passé. Même s'il existe différents points de vue sur la manière dont l'implantation de ces entreprises concrètes aurait pu être problématique, il existe un consensus : le Luxembourg doit développer de nouveaux critères pour déterminer quelles nouvelles entreprises ou quelle extension des entreprises existantes est souhaitable ou non. Le Mouvement Ecologique est intervenu pour que les critères d'autorisation soient présentés de manière transparente, malheureusement sans succès jusqu'à présent.

PROJET GOOGLE : L'ENGAGEMENT CONTINUE!

Le dossier Google a également accompagné les travaux du Mouvement Ecologique en 2022. Il n'existe toujours pas de données, notamment sur la consommation d'eau et d'énergie à laquelle il faut s'attendre. Le Mouvement Ecologique a donc continué à s'engager pour qu'aucun fait accompli ne soit créé et qu'aucune autorisation ne soit accordée à Google. Il s'agit également de la question fondamentale du développement du site économique luxembourgeois : il faut enfin s'assurer que les entreprises intéressées par une implantation ne dépassent pas les limites naturelles et la capacité de charge de l'espace environnemental. En conséquence, les participants ont notamment pris position sous



LA RÉFORME FISCALE DURABLE : UN "MUST"!

La demande d'une réforme fiscale durable a également été au centre des préoccupations en 2022. Le fait est que le Luxembourg est toujours le dernier de la classe européenne en matière de **taxation de la consommation environnementale** et qu'il alimente la catastrophe du climat et de la biodiversité par une politique fiscale erronée. Le Mouvement Ecologique ne comprend pas pourquoi le gouvernement ne s'attaque pas à cette réforme attendue depuis longtemps. En 2022, l'importance éminente de cette réforme a été à nouveau thématisée à de nombreuses occasions : dans des prises de position, dans les médias sociaux, lors d'entretiens, etc. Malheureusement, toujours sans succès. Le Mouvement Ecologique continuera d'autant plus à s'engager avec toute la détermination nécessaire.

NON AUX SUBSIDES NUISIBLES À L'ENVIRONNEMENT

Dans l'accord de coalition du gouvernement, il était prévu de réaliser une analyse des subventions publiques qui doivent être considérées comme nuisibles à l'environnement et au climat. Des études comparables à l'étranger ont montré qu'il s'agissait de milliards. Pour le Luxembourg, il s'agit certainement

aussi de plusieurs centaines de millions. D'ailleurs, d'autres pays comme la France ont introduit dans ce contexte un "budget vert", dans le cadre duquel les postes budgétaires nuisibles à l'environnement et au climat ont été identifiés comme tels. Le Mouvement Ecologique a insisté à plusieurs reprises pour qu'une analyse soit enfin réalisée pour le Luxembourg. Malheureusement, sans succès pour l'instant. C'est pourquoi le Mouvement Ecologique a lancé sa propre analyse. Compte tenu des moyens limités, cette analyse ne peut toutefois présenter le problème que de manière plus sommaire. Elle sera publiée en 2023.

INTRODUIRE ENFIN LE CERTIFICAT DE DURABILITÉ!

Depuis deux législatures, on promet d'introduire un "contrôle de la durabilité et du climat" pour les décisions gouvernementales. Celui-ci a pour objectif de vérifier si toutes les décisions gouvernementales répondent aux critères du développement durable et d'intégrer davantage les perspectives d'avenir. En 2022, le Mouvement Ecologique s'engage à nouveau pour son élaboration et sa mise en œuvre. Pourtant, il n'existe toujours pas de contrôle de ce type. De quoi le gouvernement a-t-il peur ? Le Mouvement Ecologique reste mobilisé.

le slogan : **"Projet Google - un nouveau test pour la politique environnementale et économique au Luxembourg"**. Le caractère **limité de la ressource en eau** a été régulièrement thématiqué. C'est ainsi qu'au milieu de l'année, le directeur de l'Office de l'eau a pris position dans le dossier Google et a donné l'impression que la problématique de l'eau était résolue, puisque Google avait recours à l'eau industrielle, c'est-à-dire à l'eau de la station d'épuration. Le Mouvement Ecologique avait déjà pris position à ce sujet : l'utilisation de l'eau d'épuration ne serait pas une solution. En particulier pendant les mois d'été, il n'y aurait pas assez d'eau disponible et celle-ci manquerait en outre aux eaux de surface. Les thèmes des prises de position étaient les suivants : *"No dësem Summer : Waassergestioun maachen zu engem politischer Thema - Neen zu Google !"* - *"Refroidissement du site de Google aux frais de la collectivité ?! Des questions fondamentales restent toujours sans réponse !"*

Par ailleurs, plusieurs interventions ont eu lieu pour qu'un chèque de durabilité soit enfin introduit pour les entreprises.

REPAIR, REUSE, SHARE ET L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DES OUTILS IMPORTANTS POUR LUTTER CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE ET LA CRISE DE LA BIODIVERSITÉ

Destruction des habitats, surconsommation et utilisation excessive des ressources, mondialisation à outrance, dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement mondiales ... ne sont que quelques-uns des fondements fatals sur lesquels s'appuient nos modes de consommation et d'économie. Parallèlement, il apparaît que des valeurs telles que "partage" - "ensemble" - "solidarité" sont mises en avant et soutenues par un nombre croissant de personnes. Cette évolution est perceptible dans toute une série d'initiatives variées : des Repair Cafés, des ateliers ouverts à la rénovation de mobilier par des initiatives de travail, la réparation et la réutilisation d'appareils électriques et électroniques, etc. Un grand nombre d'entre elles, en grande partie des initiatives "bottom up", apportent une



contribution importante au développement d'autres formes de vie et d'économie. Il convient de renforcer cette tendance en créant les conditions-cadres nécessaires.

UN CATALOGUE DE REVENDICATIONS POUR PLUS DE RÉPARATION

Pour que les changements sociaux et économiques puissent réellement progresser, la politique doit définir le cadre adéquat. Les produits doivent par exemple être réparables, sans quoi l'individu est à la merci de la situation, pour ne citer que cet exemple. Le Mouvement Ecologique et Oekozen-ter Pafendall ont élaboré un catalogue détaillé de propositions concrètes pour promouvoir le "Repair-Reuse-Share", tant au niveau national qu'euro-péen. Celui-ci a été publié à l'occasion de la Journée internationale de la réparation le 15 octobre et présenté aux acteurs responsables mais aussi au grand public.

FIXIT! FLÉCKEN.LÉINEN.NOTZEN. – LANCEMENT D'UNE NOUVELLE CAMPAGNE

A l'occasion de la dernière journée internationale de la réparation,

le Mouvement Ecologique et Oekozen-ter Pafendall avaient lancé une campagne intitulée "fixit ! Flécken.Léinen.Notzen". a été lancée ! A l'avenir, les utilisateurs recevront régulièrement sur Facebook et sur le site Internet du Mouvement Ecologique (www.meco.lu) et de l'Oekozen-ter Pafendall (www.oekozen-ter.lu) des conseils concrets pour réparer et prêter soi-même, ainsi que des informations de fond intéressantes dans le domaine "Repair, Reuse, Share". Cela comprend également des adresses pour l'achat de seconde main, des instructions de réparation en cas de panne d'un appareil électronique et bien plus encore. Consultez donc régulièrement le site pour ne manquer aucun conseil !

L'ENGAGEMENT CONTRE LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ANTI-ÉCOLOGIQUES, ANTISOCIAUX ET ANTIDÉMOCRATIQUES SE POURSUIT

En 2022, les accords de libre-échange figuraient moins à l'agenda politique luxembourgeois. Le Mouvement Ecologique reste cependant vigilant, surtout en ce qui concerne l'accord Mercosur, l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays d'Amérique latine que sont l'Argen-



**REPARÉIERE MUSS ENG
SELBSTVERSTÄNDLECHKEET GINN -
DE RICHTEGE POLITESCHE
KADER SCHAFFEN !**

STOPP DER RESSOURCEVERSCHWENDUNG AN DEM
IHWERMÉISSEGE KONSUM -
JO ZU RESSOURCESCHUTZ AN ENGEM
ANERE MATENEEN



GRUPE D'ACTION : FÉLICITATIONS AU LUXEMBOURG : ENCORE UNE FOIS, DEUXIÈME PLACE AU OVERSHOOT DAY!

A l'occasion de l'Over-shoot Day luxembourgeois du 14 février 2022, le groupe d'action du Mouvement Ecologique a organisé une parade funèbre devant la Chambre des députés. Le message : cette année, le Luxembourg a réussi à se classer en tête de la course à l'"Overshoot Day" le plus précoce parmi les autres pays ! Avec une consommation annuelle de huit terres, nous attei-

gnons l'Overshoot Day dès le 14 février. Médaille d'argent, juste derrière le Qatar. Le jour même de l'Overshoot Day, une parade funèbre a eu lieu devant la Chambre des députés. Au son d'une trompette et d'un tambour, huit terres ont symboliquement éclaté. Les passants ont ensuite pu exprimer leur tristesse en déposant des fleurs sur une plaque commémorative spécialement installée à cet effet. Consultez le site www.meco.lu : vous y trouverez une vidéo de l'action ainsi que d'autres photos.

tine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. En 2023, les actions vont certainement reprendre de plus belle - des prises de position politiques seront publiées. L'organisation du commerce mondial reste un dossier extrêmement important.

RÉFORMER LES COMITÉS : PROPOSITIONS STIMULANTES DE LA "COUR DES COMPTES"

Dans son avis sur le budget de l'Etat, la Cour des comptes a formulé cette année - parmi de nombreuses autres considérations importantes concernant la protection du climat et de la biodiversité - une suggestion très pertinente : La Cour des comptes plaide pour que "les principales organisations engagées dans la lutte contre le changement climatique soient invitées à la table des négociations afin de s'assurer que les futurs accords intègrent la dimension socio-environnementale". La Cour des comptes a ainsi lancé un débat sur la question de savoir dans quelle mesure la composition des institutions actuelles est encore d'actualité ou doit être réformée (indépendamment de la question de la "tripartite"). Le Mouvement Ecologique salue expressément cette initiative de la Cour des comptes, qui a suscité et continue de susciter des discussions. La réforme des institutions sera l'une des principales revendications du Mouvement Ecologique.

